

## Théorie du genre et écriture inclusive ont pris le pouvoir au CNRS : le cri d'alarme d'un chercheur

FigaroVox/Tribune – *Chercheur en biotechnologie au CNRS, Marcel Kuntz juge que la théorie du genre tient désormais le haut du pavé au sein du prestigieux établissement. Or quand une théorie aussi fragile impose une «ligne officielle» qu'il est prudent de respecter si l'on veut la paix, il y a de quoi être inquiet pour l'esprit critique, souligne le scientifique.*



*Marcel Kuntz est biotechnologiste végétal et directeur de recherche au Laboratoire de physiologie cellulaire végétale du CNRS à Grenoble.*

Le 26 octobre 2017, l'Académie française a adopté à l'unanimité une déclaration contre l'écriture dite «inclusive», qui explique que «la multiplication des marques orthographiques et syntaxiques qu'elle induit aboutit à une langue désunie, disparate dans son expression, créant une confusion qui confine à l'illisibilité» et que «la langue française se trouve désormais en péril mortel».

Une circulaire du Premier ministre avait aussi banni l'usage administratif de l'écriture inclusive, en tout cas de la «graphie» dénoncée par l'Académie française, en rappelant que «le masculin est une forme neutre qu'il convient d'utiliser pour les termes susceptibles de s'appliquer aussi bien aux femmes qu'aux hommes», tout en demandant de recourir à des formules telles que «le candidat ou la candidate» ce qui permettrait «de ne pas marquer de préférence de genre».



Dans un tel contexte, on peut s'étonner de trouver aujourd'hui dans des documents officiels de la recherche publique, du CNRS par exemple, des monstruosité grammaticales telles que «technicien.ne.s, ingénieur.e.s et chercheur.e.s». Essayons d'en analyser les raisons.

L'objectif affiché de l'écriture inclusive est d'imposer une égalité des «représentations» entre les femmes et les hommes. En réalité, il s'agit d'un champ de bataille idéologique, où resurgit la dialectique marxiste des rapports exploités/exploiteurs, oppresseurs/oppriés, revisitée par l'idéologie postmoderne – où la société est vue comme une juxtaposition de communautés, la plupart rangées en catégories victimaires (dont les femmes).

De ce fait, l'introduction de l'écriture inclusive, en supprimant le neutre, prend le risque de communitariser les deux sexes, et d'aboutir non à une égale représentation, mais d'inciter les «victimes» à se vivre comme telles, et à faire endosser aux mâles (hétérosexuels) le statut de bourreau.

En France, la différence salariale demeure une insupportable discrimination contre les femmes. Mais cela ne concerne pas les institutions scientifiques où s'applique la grille indiciaire des fonctionnaires.

A titre personnel et après trente années de carrière, je n'ai pas pu identifier d'exemple de discrimination à l'embauche contre une femme qui voudrait s'engager dans une carrière scientifique. Ni pour une promotion. La raison est que ce milieu est culturellement tourné vers la prise en compte de la «production scientifique», et non pas vers d'autres critères (sexuels, ethniques, etc.) S'il y a des exceptions, qu'elles soient mises en lumière. Il peut y avoir, bien sûr, comme dans tous les milieux,



des harcèlements inacceptables. Et même s'ils sont rares, il faut y remédier. Mais, disons-le clairement, **rien ne justifie de laisser croire qu'il existe une inégalité professionnelle délibérée au sein d'organismes de recherche comme le CNRS.**



Dans ce contexte, l'existence d'une «Mission pour la place des femmes au CNRS»<sup>1</sup> mérite un examen critique. Même si on peut en douter, admettons que son objectif d'«agir pour l'égalité professionnelle au sein du CNRS» puisse avoir une utilité. Cette **mission** n'en reste pas moins **influencée par l'idéologie du genre, impulsée par des sciences humaines et sociales, thuriféraires du postmodernisme. Parmi les «déconstructions» du postmodernisme (les Lumières, la science, la vérité, la nation, la transmission) figure aussi l'altérité des sexes.**

Et pour ces idéologues, s'il n'y a pas une parité absolue dans telles ou telles disciplines scientifiques, ou dans tels ou tels postes, cela ne peut être dû qu'à des «discriminations» ou à des «stéréotypes genrés» inculqués par la société.

Ainsi, pour revenir à l'écriture inclusive, son usage est porté par ce **mythe constructiviste** : l'être humain est à l'origine une page blanche et chacun pourra noircir sa page comme il l'entend (y compris choisir son genre) pourvu qu'il ne soit pas formaté par un héritage civilisationnel. Il s'agit en réalité d'un **rêve despotique**, peut-être doux, de bobos bien-pensants, mais une forme de despotisme quand même, **portée par des inquisiteurs qui veulent nettoyer la grammaire et le langage et éliminer tout comportement non politiquement correct.**



Les discriminations sur la base du sexe existent encore en France (précisons néanmoins qu'elles sont beaucoup moins vives dans les pays occidentaux que dans certaines autres parties du monde...). Il ne s'agit donc pas de nier l'utilité d'études sur leurs causes. **Ce qui est contestable est que le CNRS soutienne dans sa communication institutionnelle des constructions idéologiques comme celles qui appellent à «en finir avec la fabrication des garçons» (sic).** De même est-il bien raisonnable d'alléguer de but en blanc dans un éditorial que «la vision androcentrique de la société a pu influencer les approches expérimentales et biaiser les interprétations scientifiques»?

**Une vision politisée dénonçant comme «réactionnaire antigendre» toute critique à l'encontre de la «théorie du genre» (en fait il s'agit d'une idéologie du genre) doit-elle avoir sa place dans la communication institutionnelle du CNRS? L'esprit critique faisant partie intégrante de la démarche scientifique, de telles réactions ne peuvent que confirmer que, en la matière, le pouvoir a été pris au CNRS par des tenants d'une approche non scientifique de problèmes par ailleurs bien réels.**

A l'heure où les choix politiques et budgétaires sont difficiles, la science a-t-elle intérêt à obéir aux injonctions des minorités agissantes, au risque de se couper d'une autre partie de la société?

Marcel Kuntz

Source : Site internet [Le Figaro.fr](http://LeFigaro.fr) – 05.02.19

Mise en forme : APV

Date de parution sur [www.apv.org](http://www.apv.org) : 22.04.19

#### Référence thématique :

[Commentaire audio de cet article par Nicolas Ciarapica](#), dans la chronique *Grain de Sel ou Grain de Poivre?* du 7 février 2019 sur Radio Phare

<sup>1</sup> [Site CNRS – Mission pour la place des femmes au CNRS \(texte et vidéo\)](#)